

France-Marseille: Guard services

OJ S 75/2023 17/04/2023

Contract notice – utilities

Services

Legal Basis:

Directive 2014/25/EU

Section I: Contracting entity

I.1. Name and addresses

Official name: cci Marseille Provence

Postal address: 9 La Canebière

Town: Marseille

NUTS code: FR France

Postal code: 13001

Country: France

Contact person: Service Marchés

E-mail: marches.publics@cciamp.com

Telephone: +33 491393390

Internet address(es):

Main address: <http://www.cciamp.com>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise>.

[EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2260176&orgAcronyme=l2m](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise)

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise>.

[EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2260176&orgAcronyme=l2m](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise)

I.6. Main activity

Other activity: Organisme consulaire contribuant au développement économique

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

prestations de sécurité/sûreté du public, gardiennage et télésurveillance pour les besoins de la CCIAMP

Reference number: 23-M-S3Y-018

II.1.2. Main CPV code

79713000 Guard services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

les prestations seront divisées par nature de missions, définies comme suit :

- des prestations récurrentes de sécurité ERP, de surveillance générale et de gardiennage y compris équipe cynophile,
- des prestations récurrentes de télésurveillance et d'intervention sur déclenchement d'alarme,
- des prestations ponctuelles de sécurité et de sûreté

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 2 600 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

79713000 Guard services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRL04 Bouches-du-Rhône

II.2.4. Description of the procurement

le présent contrat est un accord-cadre mono-attributaire composite.

Il s'exécute pour partie par des prestations traitées à prix forfaitaire annuel sur la base d'une décomposition du prix global et forfaitaire (Dpgf) et pour partie, pour les prestations à prix unitaires fixés dans un bordereau des prix unitaires (Bpu), au moyen de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur sans négociation ni remise en concurrence en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, la partie à bons de commande est conclue sans minimum et avec un maximum de de 100 000 euro ht annuel (soit 400 000 euro ht sur la durée totale du marché, périodes de reconduction comprise)

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: Aspects qualitatifs / Weighting: 50

Price - Weighting: 50

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 2 600 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 12

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

L'Accord-Cadre est reconduit de façon expresse jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

- Extrait du casier judiciaire de moins 3 mois de la personne qui engage la société ;
- agrément CNAPS à jour du dirigeant ou gérant de l'entreprise ;
- déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner ;
- Formulaire Dc1 (Lettre de candidature ; désignation du mandataire par ses co-traitants) précisant si le candidat se présente seul ou en groupement, la nature du groupement ainsi que l'identité de son mandataire.

La remise d'un Dc1 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.

- Tout document relatif au pouvoir de la personne habilitée à engager l'entreprise ;
- afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3, le candidat produit son numéro unique d'identification (numéro Siren) permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices comptables disponibles (sur formulaire Dc2)

Minimum level(s) of standards possibly required:

le chiffre d'affaires annuel moyen minimum du candidat doit être égal à 2 fois le montant estimatif du marché sur la durée totale, sauf justification liée à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat ;
- déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

III.1.6. Deposits and guarantees required

néant

III.1.7. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

sur fonds propres.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes

III.1.8. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

en cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Dans le cas d'une offre présentée par un groupement d'entreprises, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement. En conformité avec les dispositions de l'article R2142-23 du Code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements

III.2. Conditions related to the contract

III.2.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular professionReference to the relevant law, regulation or administrative provision:

agrément CNAPS à jour du dirigeant ou gérant de l'entreprise : Autorisation d'exercer pour l'entreprise de sécurité privée délivrée par le Conseil National des activités privées de sécurité (Cnaps) créée par la loi no2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (Loppsi)

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement
Framework agreement with a single operator

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 15/05/2023 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted
French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender
Duration in months: 4 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders
Date: 15/05/2023 Local time: 14:00

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: yes
Estimated timing for further notices to be published:
avril 2027

VI.2. Information about electronic workflows

Electronic invoicing will be accepted
Electronic payment will be used

VI.3. Additional information

service spécifique bénéficiant de l'exception prévue à l'article R2123-1 du Code de la commande publique justifiant le recours à la procédure adaptée.
en application de l'article L.2213-11 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : L'Allotissement n'a pas de raison d'être car on ne peut identifier des caractéristiques techniques distinctes des prestations.

1) Visites des sites :

Les visites sont préconisées sur 3 sites représentatifs : Palais de la Bourse, Saint Sébastien et Vaufrèges.

Toutefois, les candidats pourront, s'ils le souhaitent, visiter les autres sites.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Les visites se tiendront entre le 24 avril et le 5 mai 2023 et uniquement sur rendez-vous.

Coordonnées pour prendre rendez-vous : facilitiesmarseille@cciamp.com

les visites ne pourront se faire au-delà du 5 mai 2023.

2) Séances de négociation :

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 4 candidats les mieux classés après analyse de leur offre.

Les séances de négociation se tiendront au cours de la semaine 23.

3) Critères des offres :

C1-Prix des prestations (sur 50 points) tenant compte des sous-critères suivants : Sc1 - jugement sur la base du montant total (euro ht) du bordereau de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (Dpgf) (60 %) ; Sc2 - jugement sur la base du montant total (euro ht) du Détail Quantitatif Estimatif (Dqe) (40 %)

C2-Aspects qualitatifs (sur 50 points) à l'appui du mémoire technique (cadre de réponse joint dans le Dce) : Sc1 - organisation générale de l'entreprise et les moyens humains dédiés au présent marché (25 %) ; Sc2 - organisation et moyens techniques (50 %) ; Sc3 - démarche environnementale et développement durable (25 %)

4) Pièces de l'offre à produire impérativement (cf. Art. 5.1 du Rc)
L'absence de l'une des pièces ci-dessous énumérées entraînera l'irrégularité de l'offre

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: tribunal Administratif de Marseille
Postal address: 31 rue Jean-François Leca
Town: Marseille Cedex 02
Postal code: 13235
Country: France
E-mail: Greffes.ta-marseille@juradm.fr
Telephone: +33 491134813
Internet address: <http://marseille.tribunal-administratif.fr>

VI.4.2. Body responsible for mediation procedures

Official name: comité consultatif interrégional de règlement amiable (Ciral)
Postal address: préfecture de Région - bd Paul Peytral
Town: Marseille Cedex 20
Postal code: 13282
Country: France
Telephone: +33 484354000
Internet address: <http://www.paca.pref.gouv.fr>

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

- un recours en référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché par la personne publique. A partir de la signature du marché ce recours n'est plus ouvert. (Application des articles L.551-1 et suivants et R.551-1 et suivants du Code de justice administrative).
- un recours en référé contractuel peut être introduit conformément aux dispositions de l'article L551.13 du Code de justice administrative au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification mentionnées à l'alinéa qui précède, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat. Toutefois ce recours n'est pas ouvert au demandeur ayant fait usage du recours prévu à l'article L.551-1 dès lors que l'acheteur a respecté la suspension prévue à l'article L. 551-4 et s'est conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours.
- un recours gracieux peut être formé dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision contestée. Ce recours interrompt le cours du délai contentieux qui n'est susceptible que d'une seule prorogation.
- un recours pour excès de pouvoir peut être introduit dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision ou de l'acte contesté. Pour le concurrent évincé le recours pour excès de pouvoir n'est plus ouvert à compter de la conclusion du contrat (application de l'article R421-1 du Code de justice administrative)
- un référé suspension peut être introduit avant la signature du marché contre les actes détachables du contrat (application de l'article L 521-1 du Code de justice administrative).
- tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de

certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles. Ce recours doit être exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, ces tiers auxquels ce recours est ouvert ne sont plus recevables à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (Conseil d'Etat, ass., 4 avril 2014, " Département de Tarn-Et-Garonne ", no 358994)

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: tribunal administratif de Marseille

Postal address: 22-24 rue Breteuil

Town: Marseille Cedex 06

Postal code: 13281

Country: France

Telephone: +33 491134813

Internet address: <http://www.telerecours.fr>

VI.5. Date of dispatch of this notice

12/04/2023